SEANCE N° 5/2018 DU 12 SEPTEMBRE 2018

Début: 14.00 heures

Présents:

C S V

WOLTER Michel, Bourgmestre
PIRROTTE Frank, Échevin
STURM Richard, Échevin
SCHOLLER Guy, Conseiller
BRUCH Jean-Marie, Conseiller
HAMES Joseph, Conseiller
SCHMIT Danielle, Conseillère

L S A P

CRUCHTEN Yves, Conseiller, excusé
RUCKERT Arsène, Conseiller
THILL Jos, Conseiller
FUSULIER Lucien, Conseiller
DUPREL Mireille, Conseillère

DÉI GRÉNG

SIEBENALER-THILL Josée-Anne, Échevine
HANSEN Marc, Conseiller

D P

FUNCK Nico, Conseiller

ORDRE DU JOUR:

- 1) Huis clos - Personnel communal : Nomination provisoire d'un fonctionnaire.
- 2) Huis clos - Personnel communal : Nomination provisoire d'un fonctionnaire.
- 3) Communications du collège des bourgmestre et échevins.
- 4) Budget extraordinaire 2018 – 4/627/221311/18009 – Agrandissement de l'atelier communal « WAAZ » - Projet et devis - Approbation.
- 5) Autorisation d'ester en justice en relation avec un litige avec l'entreprise BATI-CHAPES sàrl – travaux de chapes dans les installations sportives du ES Clemency.
- 6) Autorisation d'ester en justice en relation avec un litige avec l'entreprise ArGe « AM PROWATEC-MIG » - corrosion cuves au bassin d'eau « WAAZ ».
- 7) Budget extraordinaire 2018 - 4/912/221311/16012 - Nouvelle école préscolaire / précoce à Clemency : Demande d'un crédit supplémentaire.
- 8) Budget extraordinaire 2018 - 4/912/221311/16012 - Nouvelle école préscolaire / précoce à Clemency : Approbation d'un devis supplémentaire.
- 9) PAG – Demande d'autorisation de morcellement d'un terrain inscrit au cadastre de la commune de Käerjeng - section CA de Clemency numéro cadastral 503/3438, introduite pour le compte de M et Mme Jeff Thill-Bone Samaniego.

- 10) PAG – Demande d'autorisation de morcellement d'un terrain inscrit au cadastre de la commune de Käerjeng – section BC de Bascharage numéro cadastral 893/4884, introduite par Oliversom Promotion sàrl.
- 11) Plans directeurs sectoriels – Avis du conseil communal.
- 12) Enseignement fondamental - Modifications de l'organisation scolaire provisoire de l'enseignement fondamental de la commune de Käerjeng pour l'année scolaire 2018/2019 – Approbation.
- 13) Enseignement fondamental – Règlement concernant le PEDIBUS – Approbation.
- 14) Commune de Käerjeng – Comptes 2016
 - a) Compte administratif 2016 – Approbation.
 - b) Compte de gestion 2016 – Approbation.
- 15) Tableau collectif de modifications budgétaires - budget ordinaire 2018.
- 16) Budget ordinaire 2018 : Allocation de subsides aux associations pour l'exercice 2018, 2^e tranche.
- 17) Personnel communal : Création d'un poste de salarié à tâche intellectuelle à tâche complète et à durée déterminée de deux ans, pour les besoins du service du citoyen
- 18) Commissions consultatives de la commune de Käerjeng – Remplacement de membres démissionnaires.
- 19) Règlements temporaires de la circulation, édictés par le collège des bourgmestre et échevins – Confirmation.
- 20) Questions et réponses.

Point 1) Huis clos - Personnel communal : Nomination provisoire d'un fonctionnaire.

Conformément aux dispositions de la loi communale en vigueur, ce point est traité à huis clos.

Point 2) Huis clos - Personnel communal : Nomination provisoire d'un fonctionnaire.

Conformément aux dispositions de la loi communale en vigueur, ce point est traité à huis clos.

Point 3) Communications du collège des bourgmestre et échevins.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : A l'heure actuelle règne une confusion totale en relation avec la réorganisation du transport public des lignes RGTR reliant l'ouest du pays avec le centre-ville. Notre Commune est surtout concernée par les lignes RGTR 215 et 240. Nous avons été avertis le 1^{er} août que le terminus de la ligne 215 sera dorénavant la « Stäreplaz » alors que la ligne 240 s'arrêtera dans l'Avenue Monterey. Après une analyse profonde du nouveau planning, le collège des bourgmestre et échevins a protesté par courrier auprès du ministre des Transports, constatant que les nouveaux horaires constituent une substantielle dévalorisation de la ligne 215. Le terminus ne devient intéressant qu'au moment où le réseau des tramways desserve toute la capitale, alors qu'à l'heure actuelle les usagers doivent changer de bus pour atteindre le centre-ville.

D'un interview à la radio du 5 septembre dernier, nous avons dû apprendre par un haut fonctionnaire du ministère que le terminus serait de nouveau à la « Charly's Gare ». Après que nous avons dû constater presque quotidiennement des changements sur le site « mbobilité.lu », nous nous voyons soudainement confronté avec une autre nouvelle catastrophique, l'arrêt « Place de France » étant supprimé, alors que des centaines d'écoliers usent cet arrêt pour rentrer à la maison. En raison des horaires de classes variables, les écoliers ne peuvent plus simplement se fier sur la ligne 216 (courses scolaires). Le collège des bourgmestre et échevins, ainsi que l'échevin Frank Pirrotte et le conseiller Yves Cruchten sont intervenus auprès du ministère. Depuis, nous avons reçu des informations divergentes et nous concluons à l'heure actuelle que les responsables semblent avoir perdu la vue d'ensemble.

Nous avons déjà chargé notre imprimeur à confectionner une brochure actualisée des nouveaux horaires du transport public, laquelle a nécessairement dû être annulée. Les horaires officiels que nous avons reçus lundi ne correspondent non plus avec ceux publiés sur le site officiel « mobilité.lu ». Comme il semble pour l'instant impossible de recevoir des informations fiables du ministère, nous ne pouvons pas procéder à la distribution d'une nouvelle brochure et nous conseillons nos citoyens à consulter le site officiel de la mobilité pour connaître les horaires et trajets valables à partir du 17 septembre.

Échevin Frank PIRROTTE (CSV) : Je regrette que les communes soient mal informées, voir qu'elles ne reçoivent même pas des réponses fiables sur leurs questions précises. Par

ailleurs, notre commune n'est pas un cas unique, la commune de Dippach se voit confrontée à la même problématique. Nos deux communes doivent se mobiliser contre la suppression de l'arrêt « Place de France », car nous ne pourrions tolérer que nos écoliers soient forcés, après les heures de classe, à courir de l'autre bout de la ville pour prendre le bus. Par expérience je peux vous dire que les entreprises exploitantes des lignes RGTR ignorent à l'heure actuelle le fonctionnement des lignes. En outre, je tiens à remarquer que la présente réorganisation ne constitue qu'un provisoire, la situation devrait changer encore une fois vers la mi-octobre.

Conseiller Lucien FUSULIER (LSAP) : Le tout ressemble à un acte de sabotage contre la Commune.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Il ne s'agit certainement pas de nuire à la commune de Käerjeng, mais plutôt d'une réorganisation qui se justifie à long terme. Il aurait été préférable de changer les lignes RGTR de l'ouest du pays au moment où toutes les lignes du tramway de la ville auraient été opérationnelles. A l'heure actuelle, le terminus « Stäreplaz » constitue une réelle moins-value pour les communes de l'ouest. Ce qui nous dérange en plus est le manque de communication entre le ministère et les communes, les citoyens méritent d'être informés convenablement.

Conseiller Arsène RUCKERT (LSAP) : Nous avons déjà discuté de cette situation intenable entre nous et nous avons pleinement confiance au collège des bourgmestres et échevins pour défendre les intérêts de notre Commune.

Conseiller Guy SCHOLLER (CSV) : Est-ce que la ligne 240, reliant Clemency et Fingig avec la capitale, dessert toujours l'Avenue Monterey ?

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : La ligne RGTR 240 ne connaît pas de changement par rapport aux horaires et trajets nous communiqués en début août.

Je vous informe finalement que le bâtiment de l'enseignement fondamental à Clemency sera opérationnel à partir de janvier 2019. D'autre part, les travaux de rénovation de la piscine scolaire « Op Acker » devraient s'achever à la fin du mois de septembre.

Point 4) Budget extraordinaire 2018 – 4/627/221311/18009 – Agrandissement de l'atelier communal « WAAZ » - Projet et devis - Approbation.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : L'atelier communal « WaAZ » a été planifié avant la fusion et devait répondre aux besoins du service technique de l'ancienne commune de Bascharage. Bien qu'une certaine réserve eût été intégrée dans le projet, cette dernière a été complètement absorbée avec le regroupement des services de régie des anciennes communes de Bascharage et de Clemency. En raison de certaines dispositions légales et suite à la modernisation de notre flotte de véhicules, nous ne saurions pas éviter un agrandissement de l'atelier communal. Nous sommes dès lors forcés à investir 2,2 millions d'euros dans ce projet qui vous est présenté par les sieurs Enzo Alleva, architecte et Raymond Betz, responsable des bâtiments publics.

Monsieur Enzo ALLEVA (ALLEVA ENZIO ARCHITECTURE) : Lors de la planification du projet initial, nous avons fait usage de la surface maximale du terrain disponible. La conception de l'atelier communal prévoyait cependant la possibilité d'une extension.

Le nouveau hall consiste dans une construction métallique qui s'adapte parfaitement dans la construction existante. Il aura la dimension de 36 sur 21 mètres. Avec son entresol et sa plateforme de levage, le hall disposera d'une surface utile de 1.200 m². Son approvisionnement en chauffage, eau et électricité est garanti par le bâtiment principal.

Le coût d'investissement pour un volume total de 7.000 m³ s'élève à 2.233.940 €

Conseiller Jos THILL (LSAP) : Quelle sera la protection anticorrosion ?

Monsieur Enzo ALLEVA (ALLEVA ENZIO ARCHITECTURE) : La construction métallique sera à l'intérieure du bâtiment, de sorte qu'elle est protégée contre toute influence extérieure. Elle sera couverte d'une couche de peinture et non galvanisée.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Le nouveau hall sera également équipé d'une installation photovoltaïque, il reste néanmoins à définir si elle sera exploitée par la Commune ou un autre partenaire.

Conseiller Arsène RUCKERT (LSAP) : Est-ce qu'une récupération de l'eau pluviale est prévue ?

Monsieur Raymond BETZ (Commune de Käerjeng) : Comme nous disposons déjà de plusieurs récupérations à différents endroits stratégiques, une telle mesure supplémentaire n'aurait aucun sens.

Approbaton unanime.

Point 5) Autorisation d'ester en justice en relation avec un litige avec l'entreprise BATI-CHAPES sàrl – travaux de chapes dans les installations sportives du ES Clemency.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Une procédure judiciaire n'est pas plaisante, mais parfois la situation est telle et que les litiges ne se laissent pas trancher autrement. Dans le cas précis, il s'agit d'un problème de chape dans les vestiaires de la nouvelle construction pour le club de football « ES Clemency ». Monsieur Raymond Betz vous expose les détails.

Monsieur Raymond BETZ (Commune de Käerjeng) : L'adjudication initiale prévoyait une isolation thermique du sol en laine de roche. Pour des raisons de calendrier, il a cependant fait recours à de la mousse polyuréthane, tout en nous confirmant que cela n'aurait aucune influence négative sur la stabilité du sol. A posteriori, nous avons cependant dû constater un

affaissement du sol de sorte que l'eau passe par les plinthes et dégrade la mousse polyuréthane.

L'entreprise Bati-Chapes, laquelle est responsable pour la chape, a chargé un expert, constatant dans un premier temps que l'ensemble du revêtement du sol devrait être renouvelé. Par après, le même expert préconise un réaménagement partiel, une réparation peu prometteuse à notre avis. Se pose dès lors la question si nous acceptons une indemnisation de 16.000 €, ne permettant pas une mise en état selon les règles de l'art ou si nous voulons engager une action en dommages et intérêts devant le tribunal pour 55.000 €.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Le collège des bourgmestre et échevins propose d'entamer une procédure judiciaire au cas où aucun arrangement à l'amiable ne saurait être trouvée avec l'entreprise concernée.

Approbaton unanime.

Point 6) Autorisation d'estimer en justice en relation avec un litige avec l'entreprise ArGe « AM PROWATEC-MIG » - corrosion cuves au bassin d'eau « WAAZ ».

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Ce litige dure depuis plus longtemps, Monsieur Raymond Betz vous présente l'historique.

Monsieur Raymond BETZ (Commune de Käerjeng) : Après que le château d'eau ait été réalisé en 2014, il a été procédé à la réception technique et les bassins ont été remplis. A ce moment, des responsables du syndicat des eaux du sud (SES) ont constaté de légers points de rouille aux parois intérieures sans cependant nous en informés. Après de longues discussions avec l'entreprise Prowatec un expert a été chargé de l'analyse des causes. Par la suite l'entreprise responsable des travaux essayait par le biais de son avocat de mettre en cause cette expertise.

Conseiller Jean-Marie BRUCH (CSV) : Est-ce qu'il n'existe pas de garantie de bonne exécution dans le cas de pareils travaux ?

Échevin Richard STURM (CSV) : L'entreprise est d'avis qu'elle a exécuté ces travaux selon les règles de l'art, de sorte que la garantie a été libérée, raison pour laquelle nous devons très probablement recourir à une action judiciaire.

Conseiller Jos THILL (LSAP) : Je trouve inacceptable que des responsables du SES ont constaté des vices aux parois intérieures des bassins sans en informer le maître d'ouvrage, c'est-à-dire la Commune.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Est-ce que le conseil communal est d'accord à entamer une procédure judiciaire pour faire valoir ses droits ?

Approbation unanime.

Point 7) Budget extraordinaire 2018 - 4/912/221311/16012 - nouvelle école préscolaire / précoce à Clemency : Demande d'un crédit supplémentaire de 530.000 €

Point 8) Budget extraordinaire 2018 - 4/912/221311/16012 - nouvelle école préscolaire / précoce à Clemency : Approbation d'un devis supplémentaire.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Comme déjà annoncé auparavant, la nouvelle école préscolaire sera probablement opérationnelle avant la fin de l'année. Toutefois pour en arriver, nous devons disposer encore d'un crédit supplémentaire de 550.000 €. Le dépassement du crédit initial n'est pas dû à une mauvaise planification, mais à une importante hausse des prix lors des adjudications, conséquence d'une surchauffe du secteur bâtiment. Telles sont les règles de l'économie de marché.

Madame Carole JUTTEL (Architecte de la Commune) : Le projet a été voté par le conseil communal au mois de février 2016 avec un crédit de 4,3 millions d'euros. L'ouverture du bâtiment était prévue pour la rentrée scolaire 2018 / 2019. Nous n'étions pas loin de réaliser cet objectif, la remise des clés est reportée au 2^{ème} trimestre. A l'heure actuelle, les portes intérieures font défauts, sans lesquelles une réception au niveau de la sécurité n'est pas possible.

Le dépassement du crédit initial et le retard du projet sont dus au fait que le projet a été initialement lancé par un appel d'offres public par entreprise générale, une démarche qui a échoué au niveau du coût des offres remises. Logiquement nous avons dû lancer une deuxième procédure d'offres par corps de métier séparé. Entretemps les prix ont subi une nette hausse due à une surchauffe du secteur bâtiment. Rien que les travaux de gros-œuvre fini ont généré un surplus de 800.000 €. Sur ce, le gestionnaire du projet a mené de multiples négociations avec les soumissionnaires pour limiter les dépassements avec le résultat que le conseil communal est appelé aujourd'hui à donner son aval à un crédit supplémentaire se limitant à 550.000 €. Au niveau de la planification, nous pouvons vous confirmer que les planificateurs avaient calculé ce projet avec un prix par mètre carré considérable de sorte qu'on ne peut pas invoquer l'argument d'un devis sous-estimé.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Le projet a été fort bien géré et réalisé selon nos attentes. Le dépassement financier est dû à une saturation du marché de la construction et il est à craindre que cette situation soit durable à terme. L'adjudication par entreprise générale comporte certes de nombreux avantages, mis dans le présent cas il nous a été impossible de recourir à ce moyen pour de simples raisons financières.

Conseiller Jos THILL (LSAP) : Si on considère certains postes séparément, on constate des dépassements vertigineux de plus de 60 %.

Madame Carole JUTTEL (Architecte de la Commune) : Le gestionnaire du projet a fait valoir toutes ces capacités de négociation pour limiter les dépassements.

Point 7 : Approbation unanime du crédit supplémentaire de 550.000 €.

Point 8 : Approbation unanime du devis ajusté à 4.854.945,01 €

Point 9) PAG – Demande d’autorisation de morcellement d’un terrain inscrit au cadastre de la commune de Käerjeng - section CA de Clemency numéro cadastral 503/3438, introduite pour le compte de M et Mme Jeff Thill-Bone Samaniego.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Dans le cadre de la procédure du plan d’aménagement général (PAG) les morcellements de terrains dans les quartiers existants doivent être approuvés par le conseil communal. Il suffit simplement qu’une telle fragmentation soit conforme aux dispositions du plan d’aménagement général en vigueur, si tel est le cas, le conseil communal ne peut que l’approuver.

Madame Carole JUTTEL (Architecte de la Commune) : Sur la parcelle avec le numéro cadastral 503/3438 – CA de Clemency au n° 17, rue de Grass se trouve actuellement encore une maison d’habitation. Les époux Thill-Bone Samaniego souhaite démolir le bâtiment existant et scinder le terrain en deux lots en vue de leur affectation à la construction de deux maisons unifamiliales, parfaitement compatible avec les dispositions du PAG.

Approbation unanime.

Point 10) PAG – Demande d’autorisation de morcellement d’un terrain inscrit au cadastre de la commune de Käerjeng – section BC de Bascharage numéro cadastral 893/4884, introduite par Oliversom Promotion sàrl.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Même procédure pour une demande de morcellement de terrain à Bascharage.

Madame Carole JUTTEL (Architecte de la Commune) : Une maison d’habitation sise au n° 55 de la « Rue de la Résistance » vient d’être démolie. La société Oliversom Promotion S.à.r.l. désire morceler la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Käerjeng – section BC de Bascharage avec le numéro cadastral 893/4884 en trois lots pour y construire trois maisons bi familiales. Ce projet est conforme aux dispositions de l’actuel PAG de notre commune.

Approbation unanime.

Point 11) Plans directeurs sectoriels – Avis du conseil communal.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Déjà en 2014, notre conseil communal avait émis un avis assez critique en relation avec les plans directeurs sectoriels d'antan. Fin 2014 le Gouvernement avait retiré ces plans pour les réviser. Au mois d'avril 2018 une nouvelle procédure a été lancée dans laquelle le conseil communal est appelé aujourd'hui à émettre son avis. Je me permets donc de vous présenter le projet d'avis élaboré par notre collègue des bourgmestre et échevins.

Comme la version actuelle a subi d'importants changements par rapport aux plans initiaux, beaucoup de nos critiques d'antan n'ont plus de raison d'être. Nous nous rallions ainsi à l'avis du SYVICOL. Reste à clarifier quelques points de principe. Nous demandons que les résultats de l'évaluation environnementale stratégique soient également accessibles aux communes pour servir de base à d'éventuels futurs changements du plan d'aménagement général. De même, nous exigeons une indemnisation de l'Erat en rapport avec les servitudes mises en place par les plans directeurs sectoriels.

Dans la version actuelle du plan directeur sectoriel « logement » (PSL) le projet d'envergure « Op Païpelt » ne figure plus parmi les zones prioritaires. Nous en prenons acte du fait que notre Commune ne fait plus partie des zones prioritaires d'habitat (ZPH) du pays.

Le plan directeur sectoriel « paysage » (PSP) présente 3 zones de servitudes. Le territoire de la commune de Käerjeng est frappé par 2 de ces 3 zones. La zone verte interurbaine couvre environ 2/3 de la surface communale. Elle couvre en entier les localités de Clemency et Fingig et elle longe les localités de Linger et Hautcharage au nord ainsi que la zone d'activité Robert Steichen à l'est. Nous constatons que cette zone se superpose sur les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées, définies par le PAG de la commune. Nous demandons au Gouvernement de donner toutes les garanties à ce qu'aucune servitude supplémentaire ne vienne greffer la constructibilité des localités concernées. Sinon, nous devons exprimer notre opposition formelle au classement concerné.

D'autre part, la commune de Käerjeng est frappée par 3 coupures vertes, à savoir entre les localités de Bascharage et Linger (CV23), entre Bascharage et Pétange (CV24), et une troisième se situe sur le territoire de la commune de Sanem, entre Bascharage et Sanem (CV25). L'article 15 de l'avant-projet du règlement grand-ducal peut être interprété de deux façons différentes, soit, uniquement les abris légers, les équipements légers et les aménagements légers, les pistes cyclables, les chemins piétonniers et les constructions repris dans le plan directeur sectoriel transports peuvent être construits dans cette zone, soit, tous abris légers, équipements légers et aménagements légers, pistes cyclables, chemins piétonniers peuvent être construits dans cette zone en plus des constructions nécessaires à l'exécution du plan directeur sectoriel transport. Nous espérons sur une interprétation large du texte puisque que nous souhaitons réaliser à moyen ou long terme une piste cyclable le long du CR111 qui lie la localité de Linger à celles de Bascharage et Hautcharage. Étant donné que ce projet se situe au milieu de la CV 23, il est important de connaître l'interprétation du Ministère. Il en est de même pour un éventuel lien à créer entre les terrains situés « Op Acker » et la route reliant Linger à Hautcharage. Une lecture de texte interdisant les constructions énumérées ci-avant ne saurait être acceptable.

En ce qui concerne le plan directeur sectoriel « transport » (PST), le territoire de la commune de Käerjeng est frappé par 4 projets, à savoir de la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Pétange, du bus à haut niveau de service « est-ouest » dans la région sud, du contournement de Bascharage (E44/ N5) et d'un parking « park and ride » à

Bascharage-Gare. Nous approuvons l'ensemble des mesures reprises dans le PST et nous donnons à considérer qu'il faut les voir dans un ensemble de mesures régionales, afin de résoudre les problèmes de circulation dans la partie sud-ouest du pays.

Au sujet du plan directeur sectoriel « zone d'activité économique » (PSZAE) nous prenons acte du fait que le projet de « Réserve et approvisionnement énergétique » (Tanklager) n'est plus repris dans le PSZAE. Nous considérons ce dossier comme étant définitivement clos.

En ce qui concerne les objections et réclamations reçues dans le cadre de l'enquête publique, nous proposons de nous rallier dans les grandes lignes aux objections soulevées par la société CREOS au sujet des restrictions sur les nouvelles traces d'approvisionnement émises par le PSP.

La prise de position de « Natur an Umwelt » concerne le pays en entier. En ce qui concerne la zone Natura 2000 « LU0001027 Sanem – Groussebësch », nous éprouvons pour le moins des doutes à l'égard de la procédure de classement du Gouvernement d'antan.

Les réclamations et objections de Madame Myriam Cecchetti, Monsieur Serge Urbany et Madame Patrizia Arendt et « déi Lénk » tentent à abroger le projet du contournement de Bascharage. Comme nous souhaitons améliorer la qualité de vie de ses habitants, nous ne pouvons évidemment pas suivre la conclusion des réclamants.

La réclamation de Monsieur Gaston Braun est en relation avec la coupure verte reprise dans le PSP et les répercussions du classement sur l'utilisation de la terre comporte des questions auxquelles la Commune ne saurait répondre, alors qu'elles relèvent des compétences étatiques.

La réclamation de Monsieur Gaston Braun est en relation avec une demande d'intégrer la parcelle 172/2077, section de Linger, qui se situe en zone destinée à rester libre dans le PAG actuellement en vigueur en une zone constructible. La commune de Käerjeng n'envisage pas d'élargir le périmètre d'agglomération de ses localités pour le moment.

Conseiller Nico FUNCK (DP) : Je félicite le collège des bourgmestre et échevins pour son avis détaillé au sujet des plans directeurs sectoriels.

Conseiller Marc HANSEN (déi gréng) : Il convient de rappeler que le projet des plans directeurs sectoriels constitue un dossier complexe puisqu'il s'agit de trouver des solutions pour que la croissance du pays ne se fera pas au détriment de la qualité de vie de ses citoyens. A l'heure actuelle, nous présumons que la démographie augmente de 100.000 habitants tous les sept ans. Alors que les gens mettent en rapport une haute qualité de vie avec différents critères, l'habitat, le travail et la mobilité ont une importance prioritaire pour tout le monde. Le grand défi consiste à trouver la bonne balance entre ces trois objectifs et les milieux et paysages naturels. Un autre problème consiste dans le fait que les propriétaires de terrains se voient confrontés à de multiples servitudes, ce qui provoque leur mécontentement. L'intérêt public se heurte à l'intérêt privé et le défi consiste à trouver un bon consensus. Dans cet ordre d'idée le Gouvernement avait, préalablement au dépôt des plans directeurs sectoriels, organisé des réunions d'information publiques.

Déi gréng apprécie que le gouvernement ait enfin lancé la procédure légale concernant l'adoption des quatre projets de plans directeurs sectoriels puisqu'une réorganisation territoriale devient de plus en plus prioritaire. Par le fait que les anciens projets de plans

directeurs sectoriels ont été revus par le gouvernement, nous profitons dès à présent d'un texte tenant compte des avis du secteur communal de l'année 2014.

Le plan directeur sectoriel « transport » (PST) est marqué pour notre Commune par le projet du contournement de Bascharage. La qualité de l'air et de vie des habitants du centre de la localité s'améliorera sensiblement. Par contre, nous devons veiller à ne pas risquer une dégradation de qualité de vie pour les riverains de la « Rue de la Continentale ». Le contournement facilitera également l'accès à la zone d'activités économiques. Bien sûr les effets sur la nature seront importants et devront être compensés en conséquence.

Déi gréng sont cependant d'avis que le contournement de Bascharage constitue une priorité absolue et se montrent satisfaits que sa construction est bien définie dans le PST. Il est cependant évident que cette nouvelle route ne saurait pas résoudre tous nos problèmes de mobilité. L'offre de transport public et de la mobilité douce devra être développée parallèlement, un objectif clairement repris dans le PST et la déclaration échevinale de notre Commune.

Dans le plan directeur sectoriel « logement » (PSL) nous constatons que le projet d'envergure « Op Païpelt », prévu par la version 2014, n'y figure plus. Ce projet aurait constitué un défi énorme d'un point de vue infrastructure et transport. Déi gréng peuvent bien vivre avec cette décision.

Au sujet des plans directeurs sectoriels « paysage » (PSP), il serait important à clarifier certaines positions. En tant que parti écologique nous soutenons la protection de l'environnement naturel, l'arrêt du mitage urbain et la création de coupures vertes et de couloirs d'air et de biodiversité. Il devra cependant être clair qu'aucune servitude supplémentaire ne vienne grever la constructibilité de nos localités. Il nous tient également à cœur de réaliser une piste cyclable le long du CR111 qui lie la localité de Linger à celles de Bascharage et Hautcharage, ainsi qu'une liaison entre les terrains situés « Op Acker » et la route reliant Linger à Hautcharage.

Finalement, nous constatons que le projet de « Réserve et approvisionnement énergétique » (Tanklager) n'est plus repris dans le PSZAE. Cela constitue une bonne nouvelle et démontre que le gouvernement renonce à sa construction, une décision que nous acceptons avec bienveillance.

Pour toutes ces raisons nous approuvons le présent avis.

Approbaton unanime.

Point 12) Enseignement fondamental - Modifications de l'organisation scolaire provisoire de l'enseignement fondamental de la commune de Käerjeng pour l'année scolaire 2018/2019 – Approbation.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : L'organisation scolaire provisoire a déjà été présentée et approuvée par le conseil communal dans sa séance du 11 juin dernier. Comme toutes les années, la présente version tient compte des différentes modifications intervenues jusqu'au 15 septembre. Suivant les dispositions en vigueur le conseil communal est appelé à se prononcer une fois de plus sur le présent document.

Approbation unanime.

Point 13) Enseignement fondamental – Règlement concernant le PEDIBUS – Approbation.

Échevine Josée-Anne SIEBENALER-THILL (déi gréng) : L'année dernière nous avons, sur demande des parents des élèves de la localité de Clemency, mis en place le projet pilote « PEDIBUS ». En raison du feedback positif, le conseil communal vient de créer, dans sa séance du 11 juin dernier, six postes d'accompagnateurs permettant d'engager 4 accompagnateurs et 2 accompagnateurs-remplaçants à durée indéterminée.

Pour le projet pilote de l'année écoulée, les parents s'étaient vus remettre pour signature un code de conduite pour les enfants participants. Ce code sera dorénavant remplacé par un règlement de fonctionnement, basé sur les principes de celui pour le transport scolaire en bus. Le présent règlement a comme objectif de garantir le bon déroulement des trajets, prévenir les accidents et assurer la discipline et la bonne tenue des élèves pendant les trajets.

Pour pouvoir se rendre à l'école avec le *Pedibus*, les enfants doivent être préalablement inscrits au moyen d'une fiche d'inscription à remettre au service enseignement de la commune. Sont actuellement inscrits 40 enfants sur la ligne 1 (rue de Bascharage – Henn – rue Haute) et 36 enfants sur la ligne 2 (rue de Grass – Huelegäertchen – chemin d'Arlon).

Pour garantir la sécurité pendant les trajets il est d'autant plus important pour les enfants de respecter les consignes des accompagnatrices, mettre obligatoirement leur veste de sécurité, veiller à ne pas ralentir le *Pedibus*, de ne pas courir sur la route et de ne pas s'enfuir ainsi que de respecter les autres élèves et les accompagnatrices.

Les parents sont tenus de veiller à ce que leurs enfants soient à temps aux arrêts. Dès l'âge de 9 ans les enfants peuvent, par autorisation parentale écrite, rentrer seuls depuis l'arrêt. En cas d'absence de leur enfant, les parents sont tenus d'informer les accompagnatrices par téléphone en temps utile.

Les enfants doivent se conformer aux ordres de l'accompagnatrice. En cas d'inconduite et/ou d'indiscipline d'un enfant, l'accompagnatrice signale les faits en premier lieu aux parents de l'élève. En cas de récidive, l'accompagnatrice en informe le responsable du service enseignement. Alors, un dernier avertissement sera immédiatement envoyé par courrier recommandé aux parents de l'enfant concerné.

Au cas où le comportement de l'enfant continuerait à aller à l'encontre des dispositions des articles III et IV du présent règlement, malgré l'avertissement mentionné à l'alinéa ci-devant, l'accompagnatrice en informe le responsable du service enseignement. Cette personne saisit alors immédiatement le collège des bourgmestre et échevins, qui peut prononcer les sanctions (exclusion temporaire jusqu'à la fin du trimestre et, en cas de récidive, exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours). L'administration communale de Käerjeng informe le jour de la prise de la décision, par courrier recommandé, les parents de l'enfant concerné.

Approbation unanime.

Point 14) Commune de Käerjeng – Comptes 2016

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Alors que les comptes de l'exercice 2015 clôturaient encore avec un excédent de quelque 26 millions, ce dernier diminue à 22,2 millions pour l'exercice 2016. L'exercice présente un excédent de 7 millions d'euros au service ordinaire par rapport à un malus de 10,6 millions au service extraordinaire, dû à un programme d'investissement de plus de 17 millions d'euros.

La direction du contrôle de la comptabilité des communes auprès du ministère de l'Intérieur a formulé diverses remarques, lesquelles vous seront exposées par le secrétaire communal.

Monsieur Alain SCHWARZ (Secrétaire communal) : Il a été avancé que lors de vente de matériel roulant, le conseil communal devrait ultérieurement donner son aval au titre de recette afférent. Une autre remarque a été formulée en relation avec les dons accordés par les organisateurs des « Semaines Loisirs » aux associations caritatives. Ces derniers doivent également être avisés ultérieurement par le conseil communal. Finalement, le contrôle a formulé une remarque générale quant au remplissage du formulaire en relation avec les décomptes de travaux au budget extraordinaire. Il sera dorénavant tenu compte de ces objections.

a) Compte administratif 2016 – Approbation.

Boni du compte de 2014 :	25 905 882,76 €
Recettes ordinaires :	37 747 746,66 €
Recettes extraordinaires :	6 545 451,70 €
Total des recettes :	70 199 081,12 €
Mali du compte 2015:	0,00 €
Dépenses ordinaires :	30 749 467,54 €
Dépenses extraordinaires :	17 189 966,55 €
Total des dépenses :	47 939 434,09 €
Boni fin 2016:	22 259 647,03 €

Approbation par 9 voix (CSV, déi gréng) contre 5 (LSAP, DP)

b) Compte de gestion 2016 – Approbation.

Total des recettes :	37 747 746,66	6 545 451,70
Total des dépenses :	30 749 467,54	17 189 966,55
Boni propre à l'exercice :	6 998 279,12	
Mali propre à l'exercice :		10 644 514,85
Boni du compte de 2015 :	25 905 882,76	
Mali du compte de 2014 :		
Boni général :	32 904 161,88	
Mali général :		10 644 514,85
Transfert de l'ordinaire à	- 10 644 514,85	+10 644 514,85

l'extraordinaire :

Boni définitif :

22 259 647,03

Approbation unanime.

Point 15) Tableau collectif de modifications budgétaires - budget ordinaire 2018.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Pour l'exercice financier en cours nos services étaient très attentifs lors de l'établissement des prévisions budgétaires puisqu'il n'y a que peu de modifications budgétaires au service ordinaire. Certains dépassements sont en relation avec le taux d'absence important parmi les services de nettoyage, ces remplacements ont été confiés à une entreprise privée. Nous avons d'autre part dû acquérir de poubelles supplémentaires et remplacer un four pour les cours de poterie.

Les dépenses ordinaires augmentent ainsi de 71.224,60 €, alors que du côté des recettes ordinaires nous comptabilisons un surplus de 306.857,73 €

Article du budget	Libellé de l'article	Initial	Rec+/Dép-	Dép+/Rec-	Nouveaux
2/910/748380/99001	Remboursement - frais personnel de l'enseignement fondamental	0,00	306 857,73		306 857,73
3/120/608112/99001	Electricité - ADM	20 000,00		2 000,00	22 000,00
3/130/612200/99002	Entretien - jardinage - ST	20 000,00		4 000,00	24 000,00
3/242/603200/99001	Produits d'entretien - MRE	9 500,00		5 000,00	14 500,00
3/263/612120/99001	Service de réparation et de nettoyage en sous-traitance - OS	1 500,00		500,00	2 000,00
3/441/616000/99002	Participation communale au m-Pass	1 232,00		616,00	1 848,00
3/510/606352/99001	Poubelles et sacs poubelles - ORD	35 000,00		11 500,00	46 500,00
3/510/608121/99001	Fournitures d'entretien - centre de recyclage - ORD	10 000,00		1 200,00	11 200,00
3/510/608122/99001	Autre petit équipement - centre de recyclage - ORD	4 000,00		6 600,00	10 600,00
3/612/608112/99001	Electricité - LSO	1 000,00		400,00	1 400,00
3/831/612120/99001	Service de réparation et de nettoyage en sous-traitance - CCL	40 000,00		13 500,00	53 500,00
3/836/616000/99001	Transport de matériel pour concerts - ECM	5 000,00		2 000,00	7 000,00
3/836/642300/99001	Indemnités au personnel - ECM	12 000,00		1 408,60	13 408,60
3/890/608122/99001	Petit équipement - Cours pour adultes	2 500,00		9 500,00	12 000,00
3/912/603500/99001	Fournitures de bureau - PRES	3 000,00		1 500,00	4 500,00
3/913/608122/99003	Autres fournitures - PRI	14 000,00		1 500,00	15 500,00
3/913/612120/99001	Service de réparation et de nettoyage en sous-traitance - PRI	40 000,00		10 000,00	50 000,00
	TOTAL:		306 857,73	71 224,60	

Approbation unanime.

Point 16) Budget ordinaire 2018 : Allocation de subsides aux associations pour l'exercice 2018, 2^e tranche.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : La première tranche de subsides faisait partie de la décision du conseil communal prise en sa séance du 23 juillet dernier. Il incombe dès à présent à allouer les subsides afférents aux associations sportives.

Monsieur Frank PIRROTTE (CSV) : La commission des sports a calculé les subsides selon le modus éprouvé, lequel tient compte des efforts pour jeunes et des résultats sportifs. Il convient encore de noter l'augmentation du subside extraordinaire pour la participation à une compétition européenne.

Club / Société / Association / Fondation	Crédit	EURO
Amicale des Marcheurs Bascharage		675,00
BBC Bascharage Hedgehogs		7 161,50
D.T. Fingig		2 789,00
DT "Entre Nous" Linger		4 444,50
DT Avenir Hautcharage		1 152,75
DT Nidderkäerjeng		5 478,50
DT Nidderkäerjeng Intercup 2018		750,00
F.C. Etoile Clemency		5 709,50
Fescherclub "Grondel" Hautcharage		675,00
Fitness Club Bascharage *		1 750,00
Föscherclub Clemency		0,00
Fraizeitsportclub Clemency		1 150,00
Fun Divers Bascharage		525,00
Handball Käerjeng		8 432,00
Handball Käerjeng EHF Cup 2018		5 000,00
Karaté Club Bascharage		3 044,75
KC "Alle Néng" Bascharage		423,00
KC Emmer um Dill 2001		456,00
KC Fiissercher um Dill Htch		522,00
Kelefrenn - Uewerkaerjeng		533,00
LASEP Bascharage		4 732,50
LASEP Clemency		2 635,75
Lenger Trapper		675,00
Sportfescher Bascharage		675,00
Tennis Club Bascharage		600,00
Tennis Club Clemency		1 183,00
UN Käerjeng 97		17 058,75
Total 3/825/648110/99001	88.000,00	78 231,50

Approbation unanime.

Point 17) Personnel communal : Création d'un poste de salarié à tâche intellectuelle à tâche complète et à durée déterminée de deux ans, pour les besoins du service du citoyen

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : En raison d'un congé de maternité suivi d'un congé parental, notre service au citoyen connaîtra une insuffisance temporaire des ressources humaines. Pour résoudre ce problème, le collège des bourgmestre et échevins propose de créer un poste de salarié à tâche intellectuelle à tâche complète et à durée déterminée de deux ans. Nous envisageons d'engager une personne supplémentaire pour la durée d'une année avec l'option de prolonger le contrat de travail selon les besoins du service.

Approbation unanime.

Point 18) Commissions consultatives de la commune de Käerjeng – Remplacement de membres démissionnaires.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : La section locale du parti démocratique (DP) propose certaines modifications pour différentes commissions consultatives. Ainsi Monsieur Gary Kneip sera remplacé par Madame Christiane Tempels au sein de la commission des finances. Dans la commission des sports Monsieur Marc Bindels reprendra la place de Monsieur Peddy Geschwind et Madame Laura Ferber succédera à Monsieur Nico Fanck dans la commission de l'intégration.

Approbation unanime.

Point 19) Règlements temporaires de la circulation, édictés par le collège des bourgmestre et échevins – Confirmation.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : le conseil communal est appelé à donner son aval à quatre règlements temporaires de la circulation, édictés d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins.

Approbation unanime.

Point 20) Questions et réponses.

Conseiller Arsène RUCKERT (LSAP) : L'hiver dernier, la pompe du système d'arrosage du terrain de football de Clemency est tombée en panne. Elle aurait dû être remplacée, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Échevine Josée-Anne SIEBENALER-THILL (déi gréng) : Nous avons entretemps pris connaissance que le système d'arrosage est connecté au ruisseau « Falterbaach », ce qui n'est pas autorisé.

Conseiller Arsène RUCKERT (LSAP) : Dans la « Rue de Sélange » les riverains se plaignent du fait que les arbres n'ont pas été élagués le long de la chaussée.

Echevine Josée-Anne SIEBENALER-THILL (déi gréng) : A ma connaissance ces arbres ont été élagués l'année dernière. Il ne faut pas oublier non plus qu'à côté du travail du ramassage de feuilles en automne, les arbres procurent tout au long de l'été une protection contre le trafic, de l'ombre rafraîchissante et servent de distributeur d'oxygène aux riverains.

Conseiller Lucien FUSULIER (LSAP) : A la halte de Bascharage et plus précisément à l'arrêt de bus, les conditions de circulation difficiles se multiplient par le fait qu'à certains moments trois bus s'y arrêtent en même temps, alors que l'encoche prévue n'est pas assez large, ne saurait-on pas déplacer l'arrêt de bus ?

Conseiller Joseph HAMES (CSV) : Il s'agit des lignes du TICE reliant Differdange et Esch-sur-Alzette, qui attendent les navetteurs des trains. Les bus en direction de Bascharage s'arrêtent de l'autre côté.

Conseillère Mireille DUPREL (LSAP) : Je suis heureuse de pouvoir constater qu'une zone de « Kiss & Go » a été aménagée devant la crèche « Kaweechelchen » à Hautcharage. Il faudrait cependant déplacer un poteau qui gêne l'ouverture des portières de voitures. En outre, certains conducteurs utilisent la zone comme parking.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Nous allons transmettre vos remarques pour compétence au responsable du service technique. En ce qui concerne les infractions contre les règlements de stationnement l'engagement d'agents municipaux devrait résoudre ce problème.

Conseiller Jos THILL (LSAP) : Quel est l'avancement des travaux au parc « Um Paesch » à Hautcharage ?

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Les travaux sont en cours selon de calendrier prévu, surtout si nous tenons compte du fait qu'une réclamation a retardé le chantier de six mois. L'ouverture est projetée pour février ou mars 2019.

Conseiller Nico FUNCK (DP) : Dans les rues « de Messancy » et « de Sélange » à Clemency, les infractions aux limitations de vitesse se multiplient. On devrait peut-être augmenter la cadence des contrôles de vitesse.

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Nous communiquons ces informations régulièrement à la police qui procède régulièrement à des contrôles respectifs. Au cas, où nous envisagerions d'aménager des mesures d'apaisement (dos d'âne et autres), nous allons créer des nuisances sonores par les accélérations et freinage, au détriment des habitants.

Conseiller Joseph HAMES (CSV) : Une entreprise de façade, établie actuellement dans le zoning « Op Zaemer » est à la recherche d'un terrain industriel dans une des communes du ProSud. Est-ce que notre Commune dispose d'une surface adéquate ?

Bourgmestre Michel WOLTER (CSV) : Malheureusement nous ne disposons actuellement d'aucun terrain de ce type.

Fin de la séance : 16.15 heures